

# Lettre ouverte au peuple argentin

dimanche 22 avril 2012, par [CADTM](#), [CADTM AYNA](#), [CADTM Europe](#) (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2012).

Le CADTM Abya Yala Nuestra America (CADTM AYNA) et le CADTM Europe soutiennent fermement le droit souverain de la nation argentine de déclarer d'utilité publique YPF, la principale entreprise pétrolière opérant sur son sol et à exproprier les actions appartenant à l'entreprise Repsol qui la contrôle aujourd'hui.

Nous répudions énergiquement la campagne internationale initiée par des patrons sans scrupules, le gouvernement espagnol, des membres éminents de l'Union européenne, les élites conservatrices et les médias qui profèrent des déclarations menaçantes et proposent de dures sanctions contre l'Argentine.

Nous sommes effarés de voir qu'on trompe intentionnellement l'opinion publique mondiale en présentant la défense des intérêts particuliers de Repsol comme une cause publique espagnole et européenne alors qu'il s'agit en réalité d'une entreprise privée multinationale régulièrement dénoncée pour le non respect de ses engagements contractuels, des violations du droit du travail et des normes environnementales. Il faut par ailleurs ajouter que Repsol utilise les paradis fiscaux pour éluder l'impôt des pays où il opère alors même que l'Espagne aujourd'hui en crise impose d'énormes sacrifices à ses citoyens.

Nous considérons que cette mesure en dépit de ses insuffisances et limitations représente une avancée dans la récupération d'une ressource naturelle stratégique pour chaque pays parallèlement à la promotion de l'intégration énergétique des pays latino-américains pour leur permettre d'affirmer leur indépendance vis à vis des multinationales et pouvoirs supranationaux.

Nous appelons également les gouvernants à renoncer au modèle exportateur extractiviste actuellement en vigueur afin de faire un usage prudent et raisonné des ressources naturelles en respectant la nature. Il est nécessaire de rembourser la dette écologique et sociale et d'améliorer les conditions de vie de la population.

Nous demandons instamment au gouvernement argentin de dénoncer et ne pas renouveler les traités bilatéraux sur l'investissement, de sortir du CIRDI (Centre international de règlement des différends liés à l'investissement) qui dépend de la Banque mondiale et de répudier les dettes dont des audits publics et transparents auront montré le caractère illégitime.

Nous appelons à la plus grande solidarité avec l'Argentine face à toute manœuvre, agression, exclusion ou sanction résultant de la pression de puissants intérêts pétroliers à l'extérieur et saluons ce premier pas pour la récupération du contrôle et la gestion sociale d'une ressource naturelle stratégique.

**Signé : Le CADTM Abya Yala Nuestra America, le CADTM Europe, le secrétariat international du CADTM**

